

Femmes diplômées de l'enseignement supérieur confrontées au chômage en Algérie

*Nacer -Eddine HAMMOUDA¹
Razika MEDJOUR²*

RESUME

En Algérie, le fossé entre le système de l'enseignement supérieur et le marché du travail ne cesse de s'élargir. Il se traduit par un taux important de chômage des diplômés universitaires (17.7%) par rapport au taux de chômage général (10.5% en septembre 2016). Cette situation de vulnérabilité des diplômés sur le marché du travail peut être expliquée en termes d'offre d'emploi par la surcroissance de cette population sur le marché du travail. Elle concerne plus particulièrement la population féminine, notamment celles qui ont bénéficié d'une formation en sciences humaines et sociales. L'objet du présent article est d'établir un état des lieux sur l'évolution du chômage des diplômés, après la crise pétrolière de 1986 jusqu'à 2016. Nous essaierons, par ailleurs, de trouver des éléments de réponse sur les causes du chômage des femmes diplômées, les plus discriminées sur le marché du travail. Nous nous référons dans cette réflexion à l'analyse descriptive des données des différentes enquêtes emploi réalisées par l'office national des statistiques (ONS) de 1989-2016, celles du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique de 1963 -1964 à 2012-2013, ainsi que les statistiques de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) 2013-2014.

Concepts clés: *Chômage, diplômés, femme diplômée, sciences humaines et sociales, Marché du travail.*

¹ Statisticien économiste, directeur de recherche au CREAD
ALGERIE, nacereddine.hammouda@ensae.org>

² Doctorante en Sociologie du travail à l'université Alger 02, Attachée de recherche au CREAD ALGERIE,
medjoubrazika@gmail.com

Abstract

In Algeria, the gap continues to widen between the higher education system and the labor market. It results in a high rate of unemployment among university graduates (17.7%) compared to the overall unemployment rate (10.5 %). This vulnerable situation of university in the labor market can be explained by the rapid growth of the population in the labor market, and specifically women's, especially that directed in the human and social science. In this article, we will attempt to present an overview on the evolution of unemployment among academics after the petroleum crisis of 1986 to 2016. We focus on the analysis of different employment surveys conducted by the ONS from 1989 to 2016, the statistical data provided by the Ministry of Higher Education 1963 -1964 / 2012-2013 and the statistics of the National Employment Agency (ANEM) 2013-2014

Key concepts: *Unemployment, academics, labor market, woman academic, the human and social science.*

المخلص:

أدى اختلال التوازن بين الجامعة و سوق العمل إلى تفاقم ظاهرة البطالة عند الجامعيين التي وصلت إلى (17.7%) في سبتمبر 2016 ، بالمقارنة مع المعدل العام للبطالة الذي بلغ (10.5 %). تمس هذه الظاهرة بالدرجة الأولى الإناث خريجي العلوم الإنسانية و الاجتماعية. سنتناول في هذا المقال تطور ظاهرة البطالة عند الجامعيين من بداية الأزمة الاقتصادية 1986 إلى غاية الفترة الحالية، اعتمادا على الإحصائيات الدورية للديوان الوطني للإحصائيات من سنة 1989 إلى 2015 ، إحصائيات وزارة التعليم العالي و البحث العلمي. 2013-2012/1964-1963، وكذا الوكالة الوطنية للتشغيل 2013-2012.

الكلمات المفتاحية: البطالة ، سوق العمل ، الفئة ذات المستوى التعليمي ، الجامعيات العاليي. العلوم الإنسانية و الاجتماعية.

Classification JE

Introduction

En Algérie, le chômage a considérablement diminué à partir de l'année 2000. Le taux de chômage est passé de 29.8% en 2000 à 10.5 % en Septembre 2016. On observe cependant de fortes inégalités selon le sexe, l'âge, et le niveau d'instruction. Le chômage touche davantage les diplômés de l'enseignement supérieur (17.7%), les femmes (20%) et les jeunes (26.7%). Parmi les diplômés de l'enseignement supérieur, les femmes sont les plus touchées par le phénomène du chômage. Le taux de chômage de ces dernières est de 24.7% alors qu'il n'est que 10.2% pour les hommes). Les mêmes disparités caractérisent le marché du travail en Algérie depuis vingt ans (Musette, 2014).

La difficulté de l'insertion des diplômés universitaires sur le marché du travail n'est pas une spécificité algérienne. Elle existe dans toute la région du Moyen orient et l'Afrique du nord (MENA). Sur les tendances mondiales de l'emploi des jeunes de 2013, le rapport de l'organisation internationale du travail (OIT) indique en effet, que le chômage des jeunes ayant un niveau scolaire tertiaire dans la région MENA demeure parmi les taux les plus élevés au monde, ce qui reflète un problème structurel.

De ce fait, nous essayons, dans le présent article, de répondre principalement, aux deux questions suivantes : *-Comment le chômage des diplômés universitaires a-t-il évolué après la crise économique de 1986 jusqu'à 2016? Comment et pourquoi le chômage touche-t-il davantage les femmes diplômées que les hommes ?*

Notre article est structuré comme suit :

1. Evolution du chômage des universitaires

1.1 *Chômage des universitaires, un problème social à partir de la fin des années 80*

1.2 *A partir de 2011 ; une baisse du taux de chômage des universitaires*

2. Situation des femmes universitaires sur le marché du travail

2.1 *Prédominance des femmes à l'université*

2.2 *Faiblesse du taux d'activité économique et taux d'occupation des femmes universitaires*

2.3. Chômage des femmes universitaires

1. Evolution du chômage des universitaires

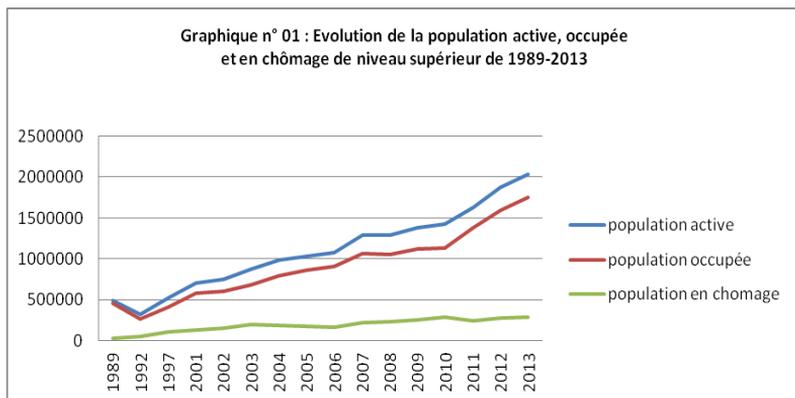
Après l'indépendance, l'Etat a adopté un modèle de développement, en 1967, qui reposait sur l'industrialisation comme outil de transformation socio-économique. Cette stratégie est inspirée de la théorie des « industries industrialisantes » de F. Peroux et G. Destanne de Bernis et organisé autour des entreprises publiques. La réalisation de ce modèle est allée de pair avec le besoin d'assurer la formation d'une main d'œuvre qualifiée nécessaire à la série de réformes entamées à travers le secteur de l'enseignement. Une réforme de l'Enseignement Supérieur a été opérée en 1971.

Le manque de cadres qualifiés a fait de l'insertion professionnelle des diplômés un phénomène qui a pu être planifié, mettant en relation les résultats de la formation universitaire et les besoins du marché du travail. Il s'agissait d'une *approche en besoin de main d'œuvre*. (Feroukhi, 2005). Lors de cette période, le diplôme universitaire était un titre de distinction sur le marché de l'emploi et le travail pour les universitaires était garanti par l'Etat et ceci jusqu'aux années 80.

A partir des années 1980, on observe une rupture radicale d'avec ce modèle de développement (Feroukhi, 2005), le chômage des diplômés de l'enseignement supérieur est devenu un problème social.

1.1 *Chômage des universitaires, un problème social à partir de la fin des années 80*

Le chômage des universitaires a connu une augmentation importante à partir de la fin des années 1980. Le nombre de chômeurs universitaires est passé entre 1989 et 1997 de 28 000 à 107 000 respectivement, enregistrant un facteur multiplicateur de quatre (**graphique 01**). Cette montée est liée aux retombées de la crise économique de 1986, ainsi qu'à la surcroissance des effectifs de diplômés, qui se sont présentés sur le marché du travail.

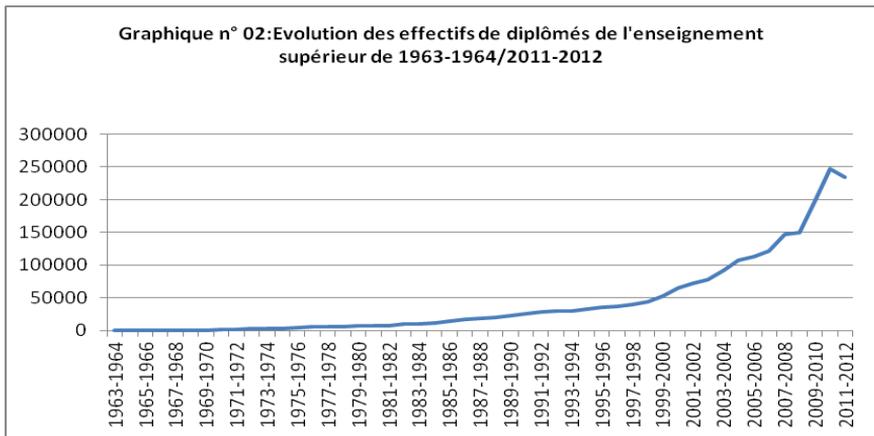


Source : construit à partir des enquêtes emploi ONS 1989-2013.

Fondée essentiellement sur la rente pétrolière, l'économie algérienne, a en effet, connu de profondes transformations après la chute du prix du pétrole sur le marché mondial. Face à cette situation économique et fragilisée par l'endettement extérieur, l'Algérie s'est soumise aux exigences du fond monétaire international (FMI) et de la banque mondiale. Elle adopte un programme d'ajustement structurel en 1994 (Boudjema, 2006) dont les conditions se sont répercutées lourdement sur le marché du travail. Après une amélioration remarquable, caractérisée par un recul du taux de chômage de 36% en 1966 à 10% en 1985. La situation s'est détériorée à la suite du démantèlement de l'appareil productif, qui a vu la dissolution de plusieurs entreprises publiques nationales et surtout locales, le ralentissement dans le fonctionnement des entreprises encore en exercice et le licenciement collectif de nombre de travailleurs. Le chômage général a augmenté pour atteindre plus de 29% en 2000. Cette situation a également été favorisée par le facteur démographique caractérisé par l'accroissement de la population active, et l'entrée des femmes sur le marché de l'emploi. (Lassassi, Hammouda, 2012).

Dans le même temps, l'université algérienne est passée d'une université d'élite à une université de masse du fait de la démocratisation de l'enseignement public, favorisée par la gratuité et un accès plus large au système éducatif. En Algérie, la possession du diplôme de baccalauréat donne en effet, systématiquement, accès à

une place à l'université sans concours d'accès ce qui a eu pour effet que l'offre de diplômés de l'enseignement supérieur a progressé rapidement suite à une forte demande sociale de formation (**graphique 02**). Cette situation a entraîné une pression sur un marché du travail déjà précaire. Pression qui s'est traduite par un important taux de chômage des universitaires qui a atteint 20.5% en 1997.



Source : construit à partir des données fournies du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

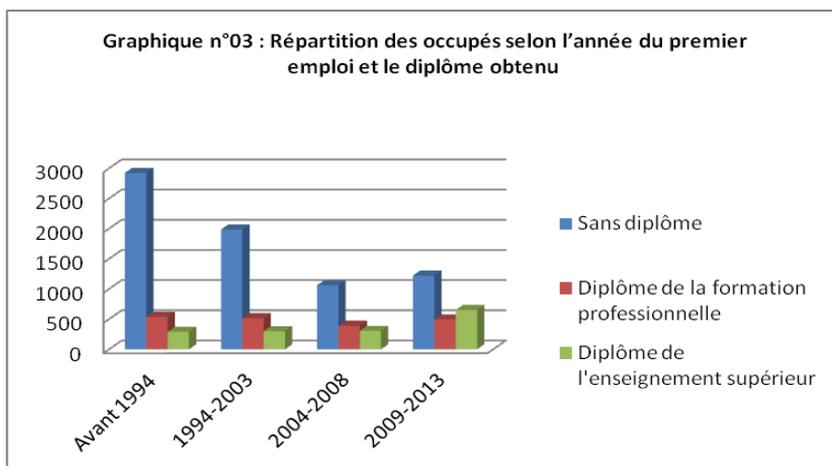
A partir de l'année 2000, le taux de chômage général a considérablement diminué. Néanmoins cette amélioration engendre de profondes transformations liées à la qualité de l'emploi, dont la précarité est la norme dominante. En effet, la structure du marché du travail a changé : elle est caractérisée par la progression de l'emploi informel, les CDD ont remplacé les CDI ainsi qu'une prépondérance du secteur privé dans la création d'emploi. De plus, le chômage touche de plus en plus la catégorie juvénile, les femmes et particulièrement les femmes diplômées de l'enseignement supérieur, ces dernières, comme nous l'avons déjà souligné, sont doublement désavantagées sur le marché du travail, en tant que femme d'abord, ensuite en tant que détentrices de diplôme supérieur.

Il est à noter également que malgré l'augmentation accélérée du nombre de diplômés qui s'est multiplié par deux, passant de 108 000 à

200 000 entre 2006 et 2010. Leur part sur le marché du travail reste faible, elle ne représentait que 13.2 % de l'ensemble des actifs en 2010.

1.2 A partir de 2011: une baisse du taux de chômage des universitaires

A partir de 2011, le monde arabe a connu des transformations sociopolitiques importantes, ce qui a exercé une pression sur le pouvoir public. Ce dernier a renforcé les dispositifs en faveur de l'absorption du chômage des jeunes, à travers le plan quinquennal 2010-2014. Une enveloppe de 150 milliards (MDS) a été destinée à l'accompagnement de l'insertion des diplômés universitaires et de la formation professionnelle, et cela « grâce à l'aisance financière provenant principalement des revenus des exportations de gaz et de pétrole » (Musette, 2014). Ce qui s'est traduit par une baisse considérable du chômage des diplômés universitaires. Le nombre des détenteurs de diplômés insérés sur le marché du travail a pratiquement doublé entre 2009-2013 comparativement à la période 2004-2008, en passant de 306 mille à 654 mille insérés.

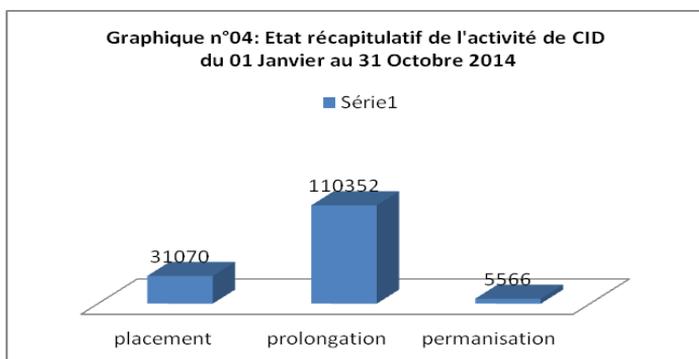


Source : construit à partir de l'enquête emploi ONS 2013

A travers les dispositifs d'aide à l'insertion des diplômés mis en œuvre par l'ANEM, plus de 103 mille emplois ont été créés entre 2013 et 2014, dont 63 100 emplois dans le cadre de DAIP et 40 289 emplois

pour le CTA. La répartition des placements cumulés selon le sexe en 2014, montre que plus de 33000 femmes diplômées ont bénéficié de ces dispositifs et 17000 hommes. Les femmes ont plus bénéficié de ces dispositifs.

Cependant, cette politique se répercute de manière négative sur la qualité et les salaires des emplois créés et auxquels ces diplômés ont accès. Il s'agit d'emplois d'attente avec des salaires qui ne dépassent pas le salaire national minimum garanti (SNMG). Le contrat de travail aidé ne fait que prolonger la durée de l'insertion des diplômés dans des emplois d'attente.



Source : construit à partir des données de l'ANEM 2014.

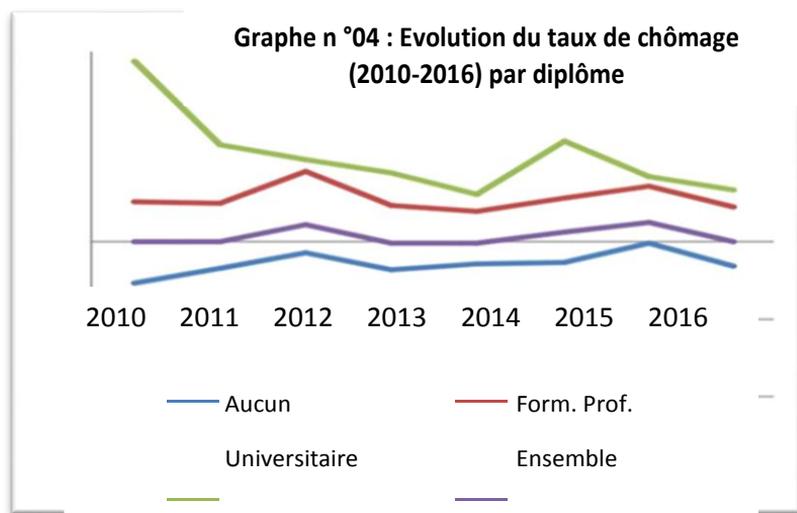
Aussi, le taux de chômage des détenteurs d'un diplôme universitaire demeure le plus élevé que celui de la population sans qualification. Il est de 17.7% contre 7.7 % seulement pour la population qui ne possède aucun diplôme en septembre 2016 (**Graphique 04**). Ainsi, l'enquête emploi septembre 2016 révèle que, 37.9% de la part des chômeurs diplômés ont 24 mois et plus dans la recherche d'emploi.

En effet, les diplômés sont plus désavantagés sur le marché du travail, suite au recul du rôle de l'Etat dans la création d'emploi après la crise économique de 1986. Il n'est plus l'Etat entrepreneur des années 70 qui offre des opportunités de recrutement et de promotion pour les diplômés. Il adopte plutôt une politique passive dans le traitement de la

question du chômage suite à l'incapacité de l'économie algérienne de créer des emplois productifs.

Deuxièmement, la structure actuelle des employeurs qui sont les créateurs d'emploi est dominée par ceux qui ont quitté l'école sans l'obtention d'aucun diplôme. Ils représentent 78.7% des employeurs privés en 2013 (dont 85.8% sont des indépendants). Ils sont particulièrement présents dans le secteur du commerce (32.1%), et 63.4% de ces employeurs travaillent dans l'informel. Par conséquent, cette structure ne peut générer d'emplois nécessitant un diplôme universitaire. Il s'agit davantage de créer des opportunités de recrutement à une main d'œuvre non diplômée et en général masculine.

Troisième élément qui contribue à la définition du marché de l'emploi en Algérie : la formation et, plus particulièrement, l'inadéquation entre l'offre et la demande en formation universitaire qui est dominée par une offre massive en sciences humaines et sociales, majoritairement féminine. Ces filières sont marginalisées sur le marché du travail comme nous le verrons dans la partie suivante.



Source : Enquête emploi ONS Septembre 2016

2. Situation des femmes universitaires sur le marché du travail

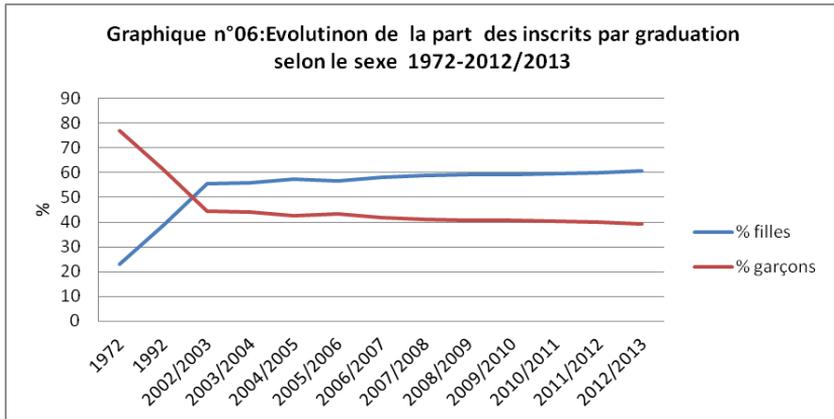
L'entrée de la femme au marché du travail est devenue visible à partir des années 90. Elle reste cependant toujours faible. Le taux d'activité des femmes est à 16.6% seulement en septembre 2016.

Cette entrée est liée, d'une part aux effets de la crise économique qui ont poussé la femme à travailler pour contribuer à la satisfaction des besoins du ménage et de ces besoins personnels et à l'amélioration de son niveau d'instruction d'une autre part. La participation de la femme à la force de travail rémunérée est positivement corrélée avec l'augmentation de son niveau d'instruction (taux d'activité des femmes qui ont un diplôme universitaire est de 65.9% contre 6.5% seulement pour celles qui n'ont aucun diplôme).

2.1 Prédominance des femmes à l'université

La prédominance des effectifs féminins par rapport aux garçons amorcée à partir de l'année universitaire 1998/1999, durant laquelle les filles représentaient 50.6% des inscrits en graduation, et s'est poursuivie en 2012/2013 pour atteindre 60.56%.

Cela est due à une amélioration *relative* du niveau d'instruction de la femme – le taux d'analphabétisme des femmes 15-24 ans reste pourtant important puisqu'il est à 7.8% selon le rapport de l'enquête MICS 2012-2013-. Lorsqu'elles sont donc scolarisées, les filles réussissent le plus à atteindre le niveau moyen et secondaire par rapport aux garçons, le ratio net de fréquentation de l'école moyenne et secondaire est de 81.3% pour les filles par rapport à 77.1 % pour les garçons (enquête MICS 2012-2013).



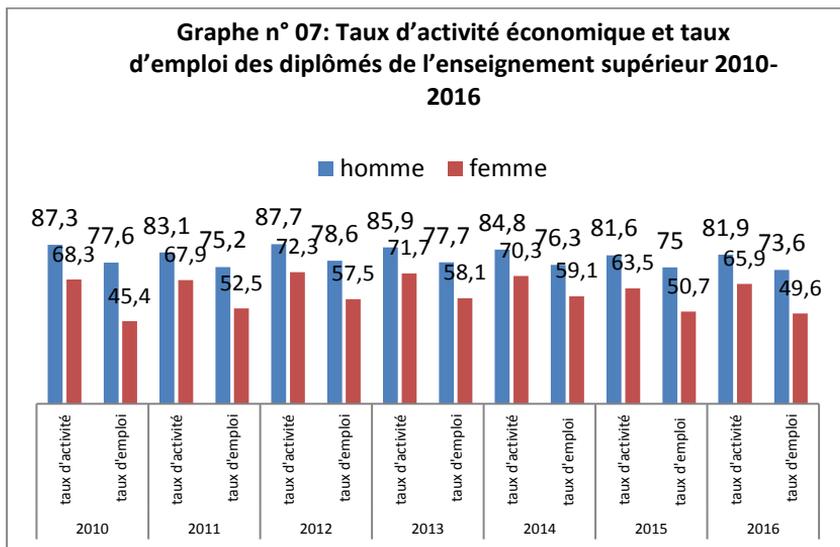
Source : construit à partir des données du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique

Cette réussite peut trouver également son sens dans le fait que, l'enseignement représente pour les filles un mode légitime de sortie dans l'espace public et de modification de leur statut au sein des familles. Cette réussite a pour vocation de leur permettre une intégration au marché du travail afin d'accéder à une émancipation économique et d'accès à un nouveau statut social. En effet, le fait d'accéder à un travail rémunéré et de contribuer au budget familial, leur permet de renégocier leur rôle au sein de la famille et d'acquérir un pouvoir dans la prise de décision ((Hammouda, 2003 ; Oussedik et al, 2014).

2.2 Faiblesse du taux d'activité économique et taux d'occupation des femmes universitaires

Malgré la féminisation de l'université, le marché du travail des diplômés universitaires reste dominé par les **hommes, même si l'écart entre hommes et femmes universitaires se rétrécit de plus en plus. La part des femmes universitaire actives représente 46% de l'ensemble des actifs universitaires en 2013.**

Quant au taux d'activité économique des femmes, il reste faible par rapport aux hommes (65.9% pour les femmes et 81.9% pour les hommes en septembre 2016).



Source : construit à partir des enquêtes emploi 2010-2016

L'analyse des comportements d'activité des diplômés de l'enseignement supérieur promus entre 2008 et 2012 révèle que 27.1% des femmes diplômées sont des inactives : 16.1% des diplômées sont des femmes au foyer, ce comportement peut être renvoyé aux contraintes familiales notamment après le mariage (refus de l'époux, prise en charge des enfants). Compte tenu de l'importance du budget alloué par l'Etat pour la formation universitaire, cette situation d'inactivité économique des femmes diplômées montre clairement une perte considérable des ressources humaines féminines.

On observe aussi qu'environ 9.4% d'entre elles sont restées dans le système éducatif malgré l'obtention d'un diplôme universitaire. Ce comportement est similaire chez les hommes 10.6%. Pour les jeunes filles, il s'agit de rester le plus longtemps possible dans l'espace public, alors qu'on peut penser que pour les jeunes hommes il s'agit de retarder le moment du service national en conservant un statut plus valorisant que celui de chômeur. Le diplômé préfère le statut d'étudiant à celui de chômeur qui représente l'expression d'un *échec social vis-à-vis de son environnement* après un long parcours d'acquisition de connaissances.

D'autre part, la difficulté d'insertion professionnelle pousse davantage les diplômés universitaires à renforcer leur employabilité sur le marché du travail en préparant d'autres diplômes.

Tableau n° 01 : Répartition des diplômés de l'enseignement supérieur selon la situation individuelle (Diplômés promus entre 2008-2012)

	Masculin		Féminin		Total	
	Effectif	% col.	Effectif	% col.	Effectif	% col.
Occupé	260	73,8	333	58,4	592	64,3
Chômeur	46	13,1	82	14,5	128	13,9
Etudiant-écolier	37	10,6	54	9,4	91	9,9
Inactif	9	2,6	101	17,7	110	11,8
Total	352	100	569	100	921	100

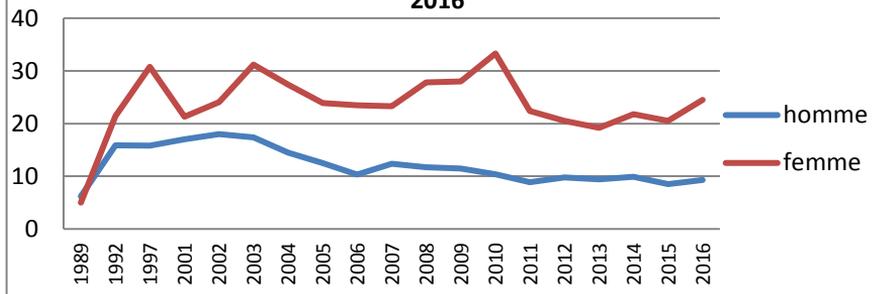
Source : Enquête emploi ONS 2013

2.3. Chômage des femmes universitaires

La ventilation selon le sexe de la population de niveau supérieur en situation de chômage laisse apparaître des inégalités remarquables. Les femmes sont plus discriminées sur le marché du travail avec un taux de chômage de 24.7 % pour 10.2 % seulement pour les hommes en septembre 2016.

L'évolution du taux de chômage des universitaires selon le sexe entre 1988 et 2016 indique que, c'est au début des années 1990 que le taux de chômage des femmes a dépassé celui des hommes (21.4 % pour les femmes et 15.9% pour les hommes en 1992). Il a connu trois hausses en 1997 (30.8%), 2003 (31.4%) et en 2010 où il a enregistré un taux de 33.3%. Ce taux a baissé, en revanche, de façon remarquable à partir de 2011. Il a reculé de plus de 10 points entre 2011 et 2015. Néanmoins, il reprend en 2016 pour atteindre à taux de 16.7%. Quant au chômage des hommes universitaires, il connaît une légère amélioration par rapport au chômage des femmes, il fluctue autour de 9 %.

Graphique n°08 : Evolution du taux de chômage de la population de niveau supérieur selon le sexe /1989-2016

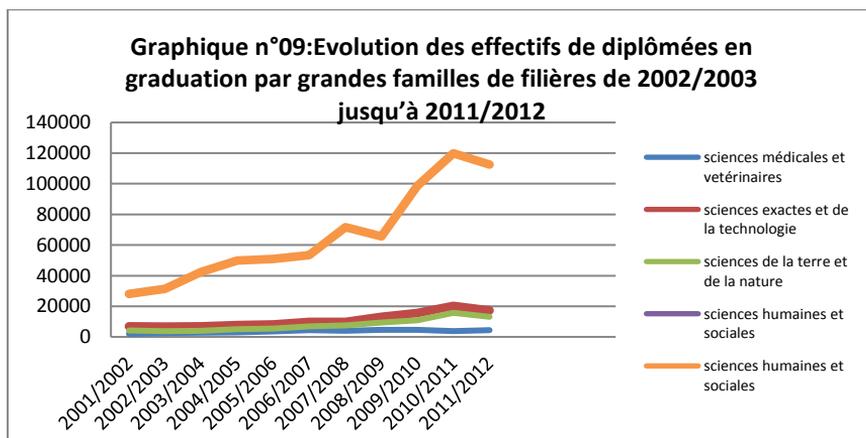


Source : construit à partir Des enquêtes emploi ONS 1989-2016.

Ce chômage qui touche principalement les femmes diplômées concerne plus particulièrement des effectifs de femmes diplômées en sciences humaines et sociales. Elles représentent plus de 76% de l'ensemble des femmes diplômées en 2012.

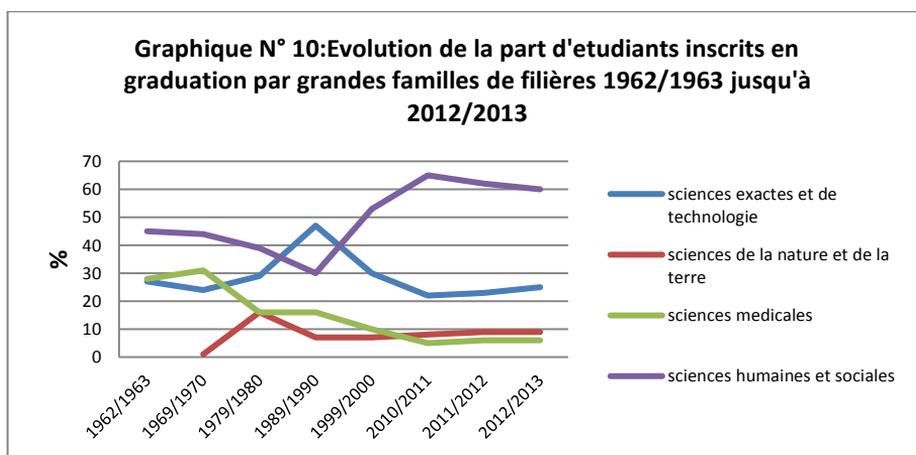
En effet, L'évolution de l'effectif de diplômés selon le genre fait donc ressortir la surreprésentation des femmes en sciences humaines et sociales. Elles représentent 76% des diplômés femmes en 2012. Le nombre le plus important de femmes diplômées est donc relevé en sciences sociales, sciences économiques, sciences de gestion et sciences commerciales

Graphique n°09:Evolution des effectifs de diplômées en graduation par grandes familles de filières de 2002/2003 jusqu'à 2011/2012



Source : construit à partir des données du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique

L'orientation des flux de bacheliers vers les sciences humaines et sociales telles que la sociologie, l'histoire, la psychologie, a débuté à partir de 1989 après la saturation des branches techniques **(Graphique n° 10)**. Elle se fait au niveau du Ministère de l'Enseignement Supérieur. Le nombre des effectifs de diplômés dans ces filiales a atteint 164 683 diplômés en 2011-2012, ce qui représente plus de 70% de l'effectif global de diplômés selon les grandes familles de filières et 68% de ces diplômés sont des femmes.



Source : construit à partir des données du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique

Les sortant(e)s de ces filières connaissent des difficultés d'insertion sur le marché du travail. Le taux de chômage des diplômé(e)s était en 2010³ de 27.3% en Arts et lettres et 28.7% en sciences sociales, commerce et droit. Pour le taux de chômage des femmes diplômées, plus précisément, il était de 43% et 34% respectivement dans les filières sus-citées.

³ La seule information qu'on a sur le taux de chômage des diplômés, par grandes familles de filières, se trouve dans l'enquête emploi 2010.

Selon le rapport de la banque mondiale sur la région MENA de 2011, ceux qui réussissent à obtenir un travail, se concentrent généralement dans l'administration: *« une écrasante majorité de jeunes diplômés est issue des sciences humaines et sociales. Ces profils de scolarisation permettent de répondre à la demande en diplômés dans le secteur public, mais sont insuffisamment adaptés aux exigences de la récente expansion du secteur privé, des services et de l'industrie manufacturière ».*

Cette situation de vulnérabilité des diplômé(e)s en sciences humaines et sociales sur le marché du travail est due d'abord à l'augmentation rapide des effectifs dans ces filières, suite à une orientation par défaut des flux des bacheliers vers les sciences humaines et sociales. De plus, cette inflation des diplômés en SHS s'accompagne d'une baisse de la valeur sociale du diplôme sur le marché du travail (Passeron, 1982).

En effet, *« le système d'orientation se base d'abord sur la moyenne obtenue au baccalauréat, mais surtout sur la note obtenue dans la discipline majeure de la spécialité. Ces critères ferment les portes de formation disciplinaire scientifique à tout étudiant ayant au dessous de la note requise, en instaurant une véritable sélection avant l'entrée à l'université. De sorte que l'orientation des bacheliers vers les sciences humaines et sociales est fréquemment une orientation par défaut »* (Ferfera, Mekideche, 2008). En l'absence de moyens qui permettrait d'identifier les besoins en formation universitaire, le système d'orientation, qui repose sur un classement fixe des spécialités, ne prend pas en considération les besoins du marché du travail⁴. Certaines filières sont valorisées, telles que la médecine, la pharmacie, dont la moyenne d'accès est élevée même si le marché du travail souffre d'un manque en ces filières, à titre d'illustration : la moyenne d'accès pour une formation en médecine dépasse 14/20, alors que le nombre

⁴ Une carte universitaire a été élaborée en 1984 par la loi sur la planification des flux afin de résoudre les problèmes liés à la relation entre diplômés délivrés et emploi, mais ce projet était abandonné après la crise économique de 1986. Ce n'est que récemment que l'ANEM a lancée le système d'information WASSIT qui permettra d'identifier les besoins du marché du travail à travers la nomenclature algérienne des métiers et de l'emploi (NAME)

de médecins par 1000 habitants est à 1.20 médecins seulement en 2010.⁵

La marginalisation des sciences humaines et sociales, la dévalorisation des diplômes décernés sur le marché du travail ne sont pas seulement liés à la progression en termes quantitatif, mais aussi aux « *programmes actuels qui ne structurent pas les esprits et ne servent qu'à permettre aux étudiants de présenter et de réussir leur examen, sans plus* » (Feroukhi, 2009), autrement dit à interposer et à transplanter le savoir scholastique (Rouadjia, 2014). Ajoutons que ces filières qui sont arabisées font face à un marché du travail qui, lui, privilégie le français. De plus, les objectifs immatériels de ces filières sont connotés négativement dans la société. Ces formations sont considérées comme dispensant un savoir dénué de toute valeur opérationnelle (Rouadjia, 2014).

Conclusion

Nous nous sommes donnés pour objectif, dans cet article, de retracer l'évolution du chômage des diplômées et de trouver des éléments de réponse concernant ce fait.

Nous avons aboutit aux conclusions suivantes : Le chômage de l'ensemble des diplômés universitaires est passé par deux phases. La première s'étale de la fin des années 80 jusqu'à 2010. Elle est marquée par la croissance rapide des diplômés sur un marché du travail précaire suite aux répercussions de la crise pétrolière de 1986.

A partir de 2011, le chômage des diplômés a considérablement baissé, mais il reste plus élevé par rapport à la population sans diplôme et la durée de recherche d'emploi demeure importante. Il importe de souligner que la participation de diplômés à la force de travail reste faible par rapport à ceux qui ne possèdent aucun diplôme et ce en dépit de leur accroissement sur le marché du travail.

⁵ <http://www.statistiques-mondiales.com/medecins.htm>

Les diplômés universitaires sont les plus confrontés au chômage et notamment les femmes cela peut être expliqué, premièrement par le recul du rôle de l'Etat dans la création de l'emploi. L'Etat n'est plus l'entrepreneur des années 70 qui offre des opportunités de recrutement et de promotion pour les diplômés. Il adopte plutôt une politique passive dans le traitement de la question du chômage des diplômés à travers les dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP et CTA). Deuxièmement, le changement dans la structure du marché du travail et l'importance du secteur informel, ce qui ne peut générer d'emplois nécessitant un diplôme universitaire. Il s'agit davantage de créer des opportunités de recrutement à une main d'œuvre non diplômée et en général masculine.

Troisièmement, le hiatus entre l'offre et la demande en formation universitaire, suite au système d'orientation. Ce dernier est un système qui ne tient compte que de l'offre, valorise certaines filières, en augmentant la moyenne d'accès, au détriment d'autres filières, plus précisément les sciences humaines et sociales. Ces filières sont marginalisées sur le marché du travail et les plus touchées par le chômage. Le système d'orientation comme la nature du marché du travail sont les éléments structurants des rapports de sexe dans l'accès à l'emploi, éclairant notamment le fort chômage des femmes diplômées. Car les effectifs de diplômés les plus importants en sciences humaines et sociales sont des femmes.

Bibliographie

Agence nationale de l'emploi (2014), Situation du marché du travail du 01 Janvier au 31 Octobre 2014, document polycopié, Algérie.

Boudjema, R. (2006), « Algérie, chronique d'un ajustement structurel », *Revue d'Economie et Statistique Descriptive*, N° 06 Mai 2006, Alger, p 27.

Ferfera, Y, Mekideche, T. (2008), « La place des sciences sociales et humaines dans le système supérieur algérien », *Revue Internationale d'éducation de Sèvres*, n° 48, décembre 2008, pp 102-103.

Feroukhi, D. (2005), « La problématique de l'adéquation Formation – Emploi : Mode d'insertion et trajectoires professionnelles des diplômés des sciences exactes et de la technologie », Ed. CREAD, Alger, page 10.

Feroukhi, J. (2009), « Enseignement supérieur et marché du travail en Algérie », Labaki, B.(dir.), *Enseignement supérieur et marché du travail dans le monde arabe*, Presse de l'IFPO, Beyrouth, p60.

Hammouda, N.(2003), « Essai d'une typologie des ménages algériens selon leur comportement d'activité », Colloque Genre et Marché du travail, 2003, Rabat, p12.

Jaramillo, A, De Mélonio, T.(2011), « Enseignement supérieur au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ; Atteindre la viabilité financière tout en visant l'excellence »,

http://siteresources.worldbank.org/INTMENAINFRENCH/Resources/Enseignement_superieur_MENA_French_.pdf.p09.

Lassassi M, Hammouda ,N.(2012), 50 d'indépendance, quelle évolution de la situation sur le marché du travail en Algérie, *In Les Cahiers du Cread* , n° 100, 2012, Alger, p114.

Musette, S. (2014), Les politiques de l'emploi et les programmes actifs du marché du travail en Algérie, ETF, 2014, [http://www.etf.europa.eu/webatt.nsf/0/7E651D354674537EC1257D070048282A/\\$file/Employment%20policies_Algeria_FR.pdf](http://www.etf.europa.eu/webatt.nsf/0/7E651D354674537EC1257D070048282A/$file/Employment%20policies_Algeria_FR.pdf).p03.

Projet national de recherche 31, « Mutations familiales en milieu urbain », Oussedik, F. (dir.), éditions DGRSDT et CRASC, 2012, Algérie.

Passeron, J. (1982), « L'inflation des diplômes, remarques sur l'usage de quelques concepts sur analogiques en sociologie », *Revue française de Sociologie*, n° 04, décembre 1982, France, p551.

Rouadja ,M.(2014), « La crise des sciences sociales », GHERID DJ. (dir.), *Repenser l'université*, Arak Editions, Novembre 2014, Alger, pp154-156.

Communiqué du conseil des Ministres. Programme quinquennal 2010-2014, <http://www.mae.gov.dz/images/sce/programme-quinquenal.pdf> .

Ministère de l'enseignement supérieur 2011. Annuaire 40, 2010/2011.

Ministère de l'enseignement supérieur 2012. Annuaire 41, 2011/2012

Ministère de l'enseignement supérieur 2013. Annuaire 42, 2012/2013

Ministère de la santé et de la population et de la réforme hospitalière 2015. Enquête par grappe à indicateur multiple (MICS) 2012-2013. Algérie

ONS (office national des statistiques). enquête sur la consommation en Algérie, 1988.

ONS (office national des statistiques). Analyse de la population active en Algérie, projet ALG/1989/013.

ONS (office national des statistiques). Bulletin trimestriel des statistiques, quatrième trimestre 1997.

ONS (office national des statistiques). Bulletin trimestriel des statistiques, quatrième trimestre 2002.

ONS (office national des statistiques). Enquête emploi auprès des ménages 2003, Collections Statistiques, série statistiques sociales, N°123/2004.

ONS (office national des statistiques). Enquête emploi auprès des ménages 2004, Collections Statistiques, série statistiques sociales.

ONS (office national des statistiques). Enquête emploi auprès des ménages 2005, Collections Statistiques, série statistiques sociales.

ONS (office national des statistiques). Enquête emploi auprès des ménages 2006, Collections Statistiques, série statistiques sociales, octobre 2006.

ONS (office national des statistiques). Enquête emploi auprès des ménages 2007, Collections Statistiques, série statistiques sociales, N°139, Juin 2008.

ONS (office national des statistiques). Enquête emploi auprès des ménages 2008, Collections Statistiques, série statistiques sociales, N°146/2009.

ONS (office national des statistiques). Enquête emploi auprès des ménages 2009, Collections Statistiques, série statistiques sociales, N°150/2010.

ONS (office national des statistiques). Enquête emploi auprès des ménages 2010, Collections Statistiques, série statistiques sociales, N°170/2011.

ONS (office national des statistiques). Enquête emploi auprès des ménages 2011, Collections Statistiques, série statistiques sociales, N°173/2012

ONS (office national des statistiques). Enquête emploi auprès des ménages 2012, Collections Statistiques, série statistiques sociales, N°181/2013.,

ONS (office national des statistiques). Enquête emploi auprès des ménages 2013, Collections Statistiques, série statistiques sociales, N°185/2014.

ONS (office national des statistiques). Enquête emploi auprès des ménages avril 2014, Collections Statistiques, série statistiques sociales, N°671/2014

ONS (office national des statistiques). Enquête emploi auprès des ménages septembre 2014, Collections Statistiques, série statistiques sociales, N°683/2015.

ONS (office national des statistiques). Enquête emploi auprès des ménages septembre 2015, Collections Statistiques, série statistiques sociales, N°683/2015.

ONS (office national des statistiques). Enquête emploi auprès des ménages septembre 2016, Collections Statistiques, série statistiques sociales, N°763/2016.

Organisation internationale du travail 2013. Rapport tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2013, http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/--dcomm/documents/publication/wcms_222657.pdf , p03.